



ICRC

Bulletin quotidien 3

Conférence sur le rétablissement des liens familiaux,
Nairobi 2006



Les délégués à la première Conférence régionale sur le RLF, tenue à Nairobi, venaient de Sociétés nationales de toute l'Afrique, du siège (Genève) et de délégations du CICR, ainsi que de la Fédération internationale.

Conclusions de la première Conférence régionale sur le RLF, Nairobi

Il faut accroître la coopération

Le première des quatre conférences régionales consacrées à une stratégie relative au rétablissement des liens familiaux (RLF) pour le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge s'est achevée à Nairobi vendredi avec la présentation des conclusions et recommandations de la Conférence.

Pour résumer, les réflexions des délégués ont confirmé les buts et actions définis dans le document stratégique et ont attiré l'attention des participants sur les points suivants :

Les problèmes que connaît le continent africain (manque d'infrastructure, de technologie et de ressources) rendent difficile la réalisation de la vision stratégique et la mise en œuvre de la Stratégie RLF sur ce continent.

La viabilité des services de RLF est essentielle quelles que soient les circonstances, et l'on peut déployer plus d'efforts pour faire en sorte que les Sociétés nationales soient mieux à même de répondre aux besoins lorsque l'action du CICR se termine.

Si elles sont davantage associées aux activités de RLF pendant les opérations du CICR, les Sociétés nationales auront d'autant plus de compétences pour s'adapter aux nouvelles circonstances lorsque celui-ci se retirera.

L'aspect financier a été fortement souligné. Si le financement n'est pas assuré, ce sera un grave handicap pour la mise en œuvre des programmes en Afrique, faute de fonds pour faire face à l'importance des besoins existants.

Le rôle de la Fédération internationale doit être exposé de façon générale dans tout le document. Il faut notamment présenter clairement le rôle de la Fédération dans le développement organisationnel des Sociétés nationales, ainsi que les liens avec les programmes de rétablissement des liens familiaux.

Suite page suivante

Bulletin informel destiné aux délégués à la première Conférence régionale sur le RLF ; ceci n'est pas un document officiel.

La nécessité de mieux utiliser les mécanismes de coordination existants a été mise en évidence, de même que celle de faire davantage d'efforts pour respecter les politiques existantes, tel l'Accord de Séville. En outre, les mécanismes de coordination devraient inclure plans d'urgence et formation.

La technologie est apparue comme un élément capital, non seulement pour faciliter le travail des Sociétés nationales dans le domaine du RLF, mais aussi pour se doter d'un avantage face à d'autres acteurs qui, parfois, sont plus rapides que les composantes du Mouvement lors d'interventions d'urgence. Les SN ont insisté sur leur souhait d'être correctement équipées et ont mentionné un « niveau technologique » auquel elles devraient pouvoir accéder. Les relations avec d'autres parties prenantes devraient être mieux mises en évidence dans le texte, étant donné la nécessité que celles-ci apportent leur soutien au RLF.

La communication, interne et externe, est jugée essentielle si l'on veut que les bénéficiaires et les principales parties prenantes connaissent les services de RLF fournis par le Mouvement.

Une collaboration accrue entre les Sociétés nationales est indispensable pour renforcer les capacités de chacune et mieux répondre aux besoins en RLF – surtout dans la sous-région mais aussi, plus généralement, sur tout le continent.

Le rôle crucial des autorités a été souligné. En effet, celles-ci ont la responsabilité première de garantir le droit des personnes à communiquer avec leurs proches, et sont des interlocuteurs essentiels pour les Sociétés nationales.

Les évaluations des besoins devraient prendre en considération des groupes vulnérables tels que les migrants, les enfants des rues, les victimes du trafic d'êtres humains et éventuellement d'autres groupes, notamment les personnes vivant avec le VIH/sida abandonnées par leur famille.

Les Sociétés nationales ont mentionné la difficulté de mettre en œuvre la stratégie et la nécessité de se doter de mécanismes de suivi.

En outre, il faut mieux présenter les mesures préventives qui devraient être prises pour éviter que des familles ne soient dispersées.

Enfin, l'intégration du RLF dans l'ensemble des services fournis par une SN est jugée importante à des fins de capacité durable.

Recommandations finales de la Conférence de Nairobi

La Conférence régionale sur le RLF pour l'Afrique félicite le CICR et le Groupe consultatif pour le travail accompli jusqu'à présent, et recommande que le CICR prenne note des observations et questions présentées dans le rapport final et fasse la synthèse de ces points de vue avec les rapports des autres Conférences régionales sur le RLF.

La Conférence demande au CICR de mener à bien l'élaboration de la Stratégie RLF pour le Mouvement et de présenter la Stratégie au Conseil des Délégués de 2007 pour adoption.



Les interprètes ont travaillé dur.



Jane Clarke, chef du projet RLF (à droite).



Intervention du secrétaire général de la Croix-Rouge du Sénégal, M. Adama Kamara.

Informations complémentaires :

Nicole Engelbrecht, CICR Nairobi

Tél. : +254-20-2723-963 ou +254-722-512-728

Anthony Mwangi, Croix-Rouge du Kenya

Tél. : +254-721-551-342

ou sur notre page Internet consacrée aux liens familiaux : www.icrc.org/fre/rfl-conferences